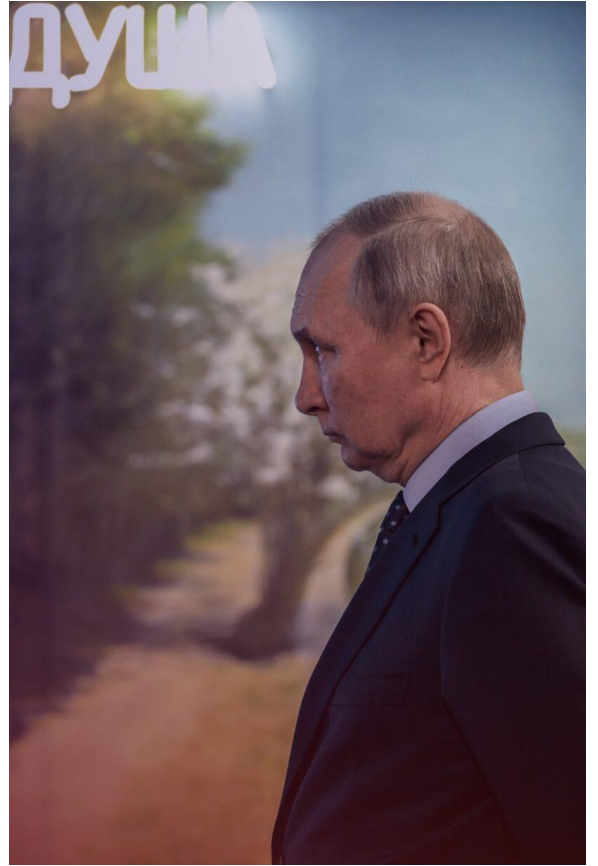


Pourquoi à gauche on aime Poutine ?

AUTEUR Guillaume Lancereau

DATE 25 septembre 2026



En Europe, une partie de la gauche sait dénoncer l'impérialisme partout, sauf lorsqu'il vient de Russie. Deux chercheurs en histoire et en sciences sociales démontent les ressorts de cet aveuglement et proposent une nouvelle théorie de l'impérialisme poutinien.

Ilya Boudraïtskis et Ilya Matveev sont deux chercheurs en histoire et science politique, respectivement à l'Université d'Helsinki et à Berkeley. Ils sont aussi - et surtout - parmi les grands noms de la gauche russe.

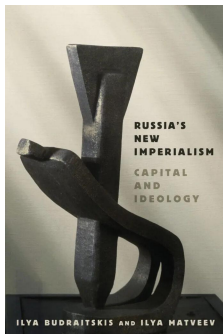
Militants anti-guerre, contributeurs et créateurs d'une série de médias d'opposition, ils se sont distingués par une série de publications sur l'état des forces de gauche dans l'espace post-soviétique et sur l'économie politique de l'impérialisme russe.

*En septembre 2026, ils font paraître aux presses universitaires de Stanford leur ouvrage *Russia's New Imperialism: Capital and Ideology*, qui part de l'invasion de l'Ukraine pour repenser l'impérialisme russe de l'ère post-soviétique en prêtant une attention particulière à l'articulation entre intérêts économiques et desseins idéologiques.*

Pourquoi, selon vous, plusieurs forces politiques à gauche en Europe ont-elles toujours du mal à reconnaître l'impérialisme russe ? En quoi votre lecture se distingue-t-elle des différentes manières existantes d'appréhender le fait impérial et des analyses concurrentes de la politique russe d'aujourd'hui ?

Ilya Boudraïtskis, Ilya Matveev – **ILYA MATVEEV** — Nous nous inscrivons en effet dans les débats de la gauche actuelle. Or, au sein de celle-ci, on constate trop souvent que le cas russe n'est pas reconnu comme un impérialisme. Au contraire, notre livre propose de le prendre d'emblée et sans équivoque pour ce qu'il est : un impérialisme à part entière.

Il existe en effet un certain paradoxe. D'un côté, même l'analyse la plus superficielle suffit à établir le caractère impérialiste du régime russe. La rhétorique de Vladimir Poutine va répétant qu'il s'agit de récupérer les « terres originelles » du pays, mais aussi que les Russes et les Ukrainiens ne forment qu'un seul peuple et devraient, par conséquent, former un seul État - ou à la rigueur deux États liés aussi étroitement que possible. Il est donc évident que la Russie mène une politique étrangère agressive à l'égard de l'Ukraine et de nombreux pays de l'espace post-soviétique, et on ne peut nier le caractère impérialiste de cette politique.



Ilya Budraitskis,
Ilya Matveev,
Russia's New
Imperialism
Capital and
Ideology, Stanford
University Press,
septembre 2026.

Pourtant, certains auteurs de gauche soutiennent que la Russie n'exporte pas assez de capitaux et ne correspond pas exactement à la définition léniniste de l'impérialisme. D'autres vont jusqu'à la dépeindre en victime d'un impérialisme américain prêt à tout pour étendre l'OTAN vers l'Est et face aux incursions duquel la Russie ne ferait qu'entreprendre des actions défensives. Le déclenchement de la guerre en Ukraine ne serait à ce titre qu'une guerre préventive et défensive contre l'OTAN.

Malheureusement, il existe donc tout un pan de la gauche internationale qui refuse de considérer l'impérialisme russe comme un impérialisme. Il s'agit tantôt d'une position politiquement orientée, traduisant une absence de

volonté de condamner le régime poutinien, tantôt d'un véritable angle mort théorique. Dans cette seconde perspective, l'impérialisme ne pourrait être qu'occidental, la politique des autres pays ne pouvant donc pas relever de cette appellation : elle pourrait être violente, agressive, accapareuse, mais jamais « impérialiste » au sens propre du terme, faute de correspondre à certains critères économiques systémiques.

Notre livre prend le contre-pied de cette approche. Nous avons constaté qu'elle empêchait trop d'auteurs de gauche, y compris les plus informés et pertinents, de proposer une analyse correcte des événements en cours. Je rappelle qu'à la veille du 24 février 2022, il y avait encore des groupes de personnes qui niaient purement et simplement la possibilité même d'une invasion de l'Ukraine, et avec la plus grande fermeté. Parmi ces groupes se trouvaient notamment - et en bonne place - certains auteurs de gauche prêts à proclamer bruyamment qu'une telle invasion était impossible, inimaginable. Leur réaction s'explique largement par la cécité théorique que nous évoquons dans le livre : comment la Russie pourrait-elle attaquer si l'impérialisme est un phénomène exclusivement occidental ? Si seul l'Occident est offensif, tandis que le reste de la planète ne fait que se défendre ?

Il est évident que la Russie mène une politique étrangère agressive à l'égard de l'Ukraine et de nombreux pays de l'espace post-soviétique, et on ne peut nier le caractère impérialiste de cette politique.

ILYA MATVEEV

Lorsque l'invasion s'est effectivement produite, j'ai lu dans la revue britannique *Salvage*, cofondée par China Miéville, une analyse éditoriale assez développée et intéressante de la situation en cours, mais dans laquelle la Russie figurait uniquement comme un miroir de l'Occident. En invoquant des prétextes humanitaires pour attaquer l'Ukraine, elle ne ferait qu'imiter les pratiques de l'Occident - en Serbie par exemple. Cette analyse n'est pas entièrement erronée, mais il en ressort que l'impérialisme russe serait, en définitive, de la même nature que la politique étrangère agressive des États-Unis.

Pour nous, il y a là un problème inextricablement politique et théorique. Nous avons donc voulu faire ressortir les spécificités de l'impérialisme russe, à commencer par celles qui le distinguent de l'impérialisme américain, afin de permettre aux analyses critiques de mieux le reconnaître et de le combattre.

Quel est l'apport de ce paradigme analytique ? Que nous révèle-t-il sur l'état actuel de la politique russe ?

ILYA BOUDRAÏTSKIS — Dans les débats relatifs à l'impérialisme, comme dans les usages courants de ce terme, on tend généralement à réduire le phénomène à des motifs purement économiques. Dans cette perspective, l'agression impérialiste est analysée au prisme d'une conception de l'État comme « agent » ou comme simple « comité exécutif » de la classe dirigeante, dont il recevrait une sorte de « commande » pour la redistribution des marchés extérieurs, qu'il exécuterait au moyen de l'expansion militaire. À nos yeux, cette définition classique de l'impérialisme mérite d'être profondément revisitée, à la fois à l'aune de la guerre russo-ukrainienne, mais aussi au regard des diverses aventures militaires impérialistes du monde d'aujourd'hui, notamment en Iran.

En nous appuyant sur le cas russe, nous procédons ainsi à une révision importante de la théorie de l'impérialisme. Nous revenons aux sources mêmes de ce débat, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, lorsque l'impérialisme était encore envisagé selon deux registres : un registre économique et un registre politique. Cette perspective duale implique que l'impérialisme ne relève pas seulement d'une forme de rationalité économique, mais aussi d'une nouvelle rationalité politique de l'État, laquelle ne coïncide pas toujours - et parfois pas du tout - avec les intérêts économiques proprement dits. Il suffit d'observer la politique impérialiste de l'Empire colonial britannique : bien souvent, celle-ci a revêtu un caractère totalement irrationnel du point de vue économique. Elle s'explique bien davantage par une sorte de basculement de l'État vers une logique d'expansion infinie. Nous nous appuyons également sur la célèbre analyse de l'impérialisme proposée par Hannah Arendt dans *Les Origines du totalitarisme*. Dans cet ouvrage, elle attire l'attention sur ce basculement de la rationalité étatique, c'est-à-dire ce moment où l'expansion continue de l'État, d'abord simple moyen, devient peu à peu une fin en soi.

Du point de vue de l'histoire de l'impérialisme russe post-soviétique, il nous a semblé utile de distinguer deux périodes qui correspondent à cette dimension économiquement rationnelle de l'impérialisme et à cette dimension politiquement rationnelle, à savoir politiquement et idéologiquement motivée. Nous montrons que, si la politique menée à l'égard des pays de l'espace post-soviétique au cours des deux premiers mandats de Vladimir Poutine peut être envisagée comme une politique d'expansion économique, de promotion des intérêts du grand capital russe, l'année 2014 marque à l'inverse un tournant vers une logique d'un nouvel ordre, qui ne s'explique plus seulement par les motivations économiques. De fait, à partir de 2014, le capital russe n'a cessé de pâtir de la politique

expansionniste russe, sans que cela empêche l'État de mener des interventions toujours plus agressives dans l'espace post-soviétique.

Nous considérons donc que le régime poutinien a renoncé en 2014 à cette posture « pragmatique » au sens de la théorie des relations internationales, une posture économiquement rationnelle, mais aussi tout à fait cynique, au sens où elle réduit le politique à de purs jeux d'intérêt, sans le moindre fondement moral. De fait, c'est bien sous cet angle que la plupart des chercheurs analysaient le premier poutinisme, celui de la période 2000-2014.

À partir de cette date, nous sommes donc passés à un État nouveau, caractérisé par une expansion militaire agressive et par la primauté du politique sur les intérêts économiques. Ce tournant marque aussi la transition de ce que nous appelons une « idéologie partielle », c'est-à-dire une idéologie pragmatique, subordonnant le politique à de purs intérêts, vers une « idéologie totale », autrement dit une vision du monde à la fois globale et cohérente, sur laquelle se modèlent désormais les actions de la politique étrangère russe.

Si toute cette politique étrangère est économiquement irrationnelle, comment cette conversion des élites russes a-t-elle pu se produire et selon quelles dynamiques ?

ILYA BOUDRAÏTSKIS — C'est une transition d'autant plus difficile à analyser qu'il existait déjà des préalables. Certains fragments de cette « idéologie totale » sont, en réalité, déjà présents dans les années 2000. Ainsi de la notion de « monde russe », qui voit le jour dès les tout premiers pas de Poutine à la présidence. De même, la représentation voulant que l'effondrement de l'Union soviétique ait été « la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle », dont les conséquences néfastes devraient être surmontées au plus vite, apparaît assez tôt, tout comme l'idée qu'il existerait un « Occident collectif » animé par des projets d'annihilation de la Russie. Toutes ces idées ont été formulées dès le début des années 2000, notamment dans des *think tanks* proches du Kremlin. Toutefois, elles étaient encore loin d'exercer une influence déterminante sur la prise de décision politique. Cette époque, la première décennie du poutinisme, restait dominée par une idéologie cynique des intérêts purs : une idéologie, donc, au sens de vision idéologique de la réalité, mais qui ne renvoyait pas à une théorie bien arrêtée. Il ne s'agissait certainement pas d'une idéologie intellectuelle, mais d'une idéologie tirée de l'expérience, de la pratique, et en priorité du grand partage post-soviétique des propriétés d'État, du banditisme capitaliste des années 1990 et des structures bureaucratiques de la fin de l'ère soviétique : autant d'expériences partagées par l'ensemble de l'élite dirigeante de la génération de Vladimir Poutine. Il s'en est dégagé une idéologie pratique et

cynique, reposant sur l'idée d'un droit du plus fort, d'un droit naturel du plus fort.

Les années 2011-2014 ont joué ici un rôle important, avec les manifestations de la place Bolotnaïa à Moscou, qui ont représenté un défi important pour le régime avant le troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine, puis les Printemps arabes, qui ont convaincu l'élite russe que l'Occident fomentait de toute part des plans de changement de régime, y compris en Russie, et enfin les événements de Maïdan, sorte de clef de voûte qui a permis à toutes les pièces du puzzle de s'assembler. L'idéologie cynique qui prévalait jusqu'alors a reçu sa première formulation intellectuelle en se nourrissant de l'ensemble des idées conservatrices, réactionnaires et impériales qui avaient mûri au cours des années précédentes.

ILYA MATVEEV — J'ajouterais ici que le cadre dominant d'analyse du régime poutinien a longtemps été celui de la kleptocratie : c'est notamment ce qu'on lit dans le livre classique de Karen Dawisha, *Putin's Kleptocracy*^②. En science politique, on parlait alors de *rent-seeking*, la recherche de rente, en l'occurrence, par le vol. Cette explication était-elle fondée ? Bien sûr : une part considérable de l'action des proches cercles du président russe, et de Vladimir Poutine lui-même, s'explique avant tout par une soif d'enrichissement matériel sans fin, sans compter que la corruption joue un rôle absolument central dans l'histoire du régime russe.

Mais cette lecture soulève immédiatement une question : si la Russie est une kleptocratie, pourquoi le régime poutinien a-t-il délibérément accepté que ses actifs en Occident soient confisqués ? D'abord en 2014, puis de manière beaucoup plus radicale avec la guerre en Ukraine, qui a fait perdre à la classe dirigeante russe une bonne partie de ses biens en Occident. Si le vol est la motivation première, pourquoi l'élite russe a-t-elle accepté de se laisser déposséder ? Dans une perspective strictement « kleptocratique », la logique aurait voulu qu'il n'y eût jamais de guerre. À moins, bien sûr, qu'il ne s'agisse d'une kleptocratie particulièrement stupide. Or, Poutine ne pouvait pas ignorer que les actifs russes seraient gelés, que tous les yachts, les manoirs et les autres biens des oligarques, du président et de ses proches, seraient confisqués. Il ne pouvait pas l'ignorer, mais il a tout de même franchi ce pas.

Comment, dès lors, concilier ces lectures ?

ILYA MATVEEV — Il me semble qu'on peut le faire de la manière suivante. Le fondement de cette logique kleptocratique est la pulsion de voler pour vaincre ses ennemis, de les désarmer d'une façon ou d'une autre, de récupérer des biens par tous les moyens, y compris par la force. C'est une prise de contrôle, un *raid*, conformément à la notion de *reïderstvo* si

centrale dans le capitalisme russe sauvage des années 1990-2000. Le *reïderstvo*, c'est ce que l'on appelle en anglais un *hostile takeover*, à ceci près qu'il s'accompagne d'un recours à des moyens de coercition, des hommes de main aux milices privées en passant par les sociétés de sécurité. Or, la logique sous-jacente est binaire : soit je prends, soit on me prend. Avec le temps, il me semble que Vladimir Poutine et une partie de son entourage ont fini par considérer la Russie elle-même comme une sorte d'acteur à part entière devant soit réaliser des prises de contrôle hostiles, soit en subir. Autrement dit, soit l'Amérique procède à un *hostile takeover* de la Russie, soit la Russie en opère un sur un autre territoire.

Il s'agit donc aussi d'une question d'imaginaire social et politique ?

ILYA MATVEEV — Tout à fait. L'imaginaire s'est développé dans cette direction. Et Vladimir Poutine ne cesse de nous le confirmer. Rappelez-vous sa remarque sur « les orques et les ours polaires » devant des enseignants. Il affirmait qu'au pôle Nord, les orques « se jettent en meute » sur les ours et « les mangent comme du menu fretin ». Il s'agissait d'expliquer aux enfants pour qu'ils comprennent « pourquoi nous menons l'opération militaire spéciale ». Face aux menaces de prise de contrôle hostile des orques contre les ours, ces derniers devaient en réaliser une contre les orques. Celui qui frappe le premier est le seul à survivre, tandis que les autres se font dévorer. Lorsque cette logique se systématisait, elle prend la forme de ce que nous appelons une « idéologie totale ».

Dans une perspective strictement « kleptocratique », la logique aurait voulu qu'il n'y eût jamais de guerre.

ILYA MATVEEV

Ainsi, quand les États-Unis annoncent qu'ils n'entendent dévorer ou conquérir personne, mais trouver un compromis, comment Vladimir Poutine le perçoit-il ? Il n'y voit qu'un mensonge, une tromperie de plus, sans autre finalité que celle de prendre le contrôle de la Russie. Et cette perception n'appelle qu'une réaction : faire mine de négocier, mentir en permanence comme on suspecte l'adversaire de le faire, mais pour mieux préparer une action directe, une intimidation qui fera bien comprendre à l'adversaire que la Russie est prête à tout.

En partant de cette logique, on commence à comprendre comment l'élite russe a pu se décider à entreprendre de telles actions. Il faut montrer sa force et défendre ses intérêts, sans quoi on sera dévoré, détruit, anéanti.

Vladimir Poutine s'exprime constamment dans ces termes. Toutes ses allocutions s'inscrivent dans une rhétorique existentielle, quel que soit le sujet : il ne peut évoquer l'intelligence artificielle sans y associer la survie même de la Russie ; de même avec l'invasion de l'Ukraine.

C'est ici qu'intervient le dernier élément, lorsqu'il s'agit d'expliquer les motifs qui pousseraient l'Occident à mentir et tromper la Russie pour mieux la dévorer. À ce moment précis, les ouvrages des idéologues comme Ivan Iline ou Aleksandr Douguine trouvent toute leur utilité. On y puise des théories expliquant pourquoi l'Occident hait tant la Russie. Et on se met ainsi en mesure d'enrober de constructions théoriques l'idée simpliste d'où part toute la politique russe : soit tu dévores, soit on te dévore.

ILYA BOUDRAÏTSKIS — Précisons aussi que, lorsque l'on parle d'ordinaire du noyau d'une idéologie, on postule qu'elle doit présenter un caractère doctrinal et une certaine cohérence. Mais le rapport entre ce que nous appelons « l'idéologie de premier niveau » et celle de « second niveau » se construit d'une tout autre manière. Il existe dans l'élite russe une conviction : celle qu'il y a des lois de la nature - qui seraient aussi des lois de l'histoire, cette confusion effaçant la différence entre nature et histoire - dont nous tirerions nos enseignements les plus vitaux. Ces « vérités de la vie » n'ont donc vocation qu'à être confirmées par tout ce qui les suit. Les thèses de Douguine, d'Iline ou encore de Soljenitsyne tirent donc leur validité du fait même qu'elles ne nous apprennent rien de fondamentalement nouveau. On n'apprend rien de la lecture des tomes de Douguine ; on n'y trouve que la confirmation d'une vision du monde déjà établie, mais qui n'avait pas encore reçu de mise en forme intellectuelle et rhétorique adéquate.

Du même coup, on comprend mieux la nature de l'influence réelle de Douguine ou des autres idéologues. Ils ne sont pas perçus comme des penseurs à l'origine de quoi que ce soit d'original, comme des maîtres à penser, mais, tout au plus, comme ceux qui enseignent à Poutine ce qu'il avait déjà lui-même compris sans le formuler explicitement. En ce sens, leur rôle est second, sans être pour autant secondaire, tant cette composante intellectuelle finit, à un certain stade, par acquérir une importance réelle.

Pourquoi est-ce précisément l'Ukraine qui en est venue à occuper cette position centrale dans la politique impérialiste russe ? Quelle place y jouent les motifs idéologiques ?

ILYA BOUDRAÏTSKIS — Il existe toute une série de raisons. Tout d'abord, des raisons socio-économiques qui font de l'agression russe une sorte de prolongement des processus déjà enclenchés dans les années 2000 au niveau des relations entre la Russie et l'Ukraine. Mais il existe aussi une

composante politique et idéologique liée au fait que, dans cet imaginaire impérial, l'Ukraine apparaît véritablement comme une partie de la Russie historique. Selon cette logique, les processus internes, la politique intérieure ukrainienne, sont perçus comme le reflet ou l'anticipation de l'avenir de la Fédération de Russie elle-même. C'est pour cette raison que les événements de Maïdan ont été perçus comme un acte relevant, en quelque sorte, de la politique étrangère russe : une avancée de l'Occident vers les frontières de la Russie - non seulement au sens militaire, mais aussi au sens mental, au sens de l'imaginaire politique - et un défi lancé au régime russe à l'intérieur même du pays. En ce sens, il n'existait pas, au sein de cette conscience idéologique, de frontière nette entre Maïdan et les manifestations de la place Bolotnaïa, car tout cela relevait d'un seul et même processus, d'une sorte de guerre informationnelle et mentale menée par l'Occident contre la Russie, fondée sur l'implantation de « fausses valeurs ». Et l'idée même de l'indépendance de l'Ukraine constitue une « fausse valeur » au même titre que l'idée que la Fédération de Russie devrait, elle aussi, connaître des élections transparentes et une alternance du pouvoir.

ILYA MATVEEV — Sans compter que l'Ukraine est aussi le nœud où l'impérialisme russe rencontre le nationalisme russe. Car l'Ukraine n'est pas une simple marche impériale lointaine que l'on contrôlerait pour ses ressources ou pour toute autre finalité purement instrumentale - par exemple, celle de contenir une invasion occidentale. L'Ukraine est perçue comme une partie de la nation russe, une nation à trois têtes, comme on le lisait déjà dans des théories anciennes, de l'époque prérévolutionnaire. Autrement dit, elle fait figure de composante essentielle de la puissance russe elle-même. Si l'on retire l'Ukraine de cette équation, c'est tout l'édifice de ce que ses thuriféraires appellent la « Russie historique » qui s'effondre. Dans cet imaginaire foncièrement nationaliste, la nation russe inclut, d'une manière ou d'une autre, la nation ukrainienne, pas nécessairement sous la forme d'une seule et même nation, mais en tout état de cause dans une logique nationale unitaire. Et c'est pourquoi, lorsque l'Ukraine devient totalement hostile à la Russie, c'est la Russie elle-même qui se perd, qui devient en quelque sorte étrangère à elle-même.

L'Ukraine acquiert ainsi la valeur d'un *last stand*, comme l'a écrit Andreï Tsygankov dès 2015 dans un article sur la Crimée³. Il y formulait très justement les choses en disant que, dans cette perspective, perdre l'Ukraine signifiait tout perdre, perdre la Russie elle-même. Sans l'Ukraine, il n'y aurait plus de Russie ; il n'y aurait plus qu'une « Fédération de Russie », quelque chose que Vladimir Poutine considère comme assez douteux et indéfinissable. S'il juge que l'effondrement de l'Union soviétique a été « la plus grande catastrophe géopolitique » du XXe siècle, c'est que l'Union soviétique coïncidait avec la Russie historique. Or, ce n'est pas réellement le

cas de la Fédération de Russie et cela le serait encore moins si l'Ukraine se transformait en un État hostile à la Russie. Une Ukraine pleinement « amie » avec la Russie, comme l'est aujourd'hui le Bélarus, serait à la rigueur acceptable : la nation à trois têtes pourrait encore survivre sous une forme éclatée. Mais une Ukraine hostile, qui adhérerait à l'OTAN ou dans laquelle triompheraient les « valeurs géoculturelles étrangères, la débauche et le satanisme qui règnent en Occident », signerait la perte de la Russie. Telle est bien la source de l'obsession de Vladimir Poutine et de nombre de ses proches pour l'Ukraine.

On n'apprend rien de la lecture des tomes de Douguine ; on n'y trouve que la confirmation d'une vision du monde déjà établie.

ILYA BOUDRAÏTSKIS

Dans les faits, on pourrait pourtant se demander à quel titre la frontière ukrainienne devrait revêtir cette importance spécifique. Même si, admettons, l'Ukraine adhérerait à l'OTAN (ce qui a toujours été et reste encore une hypothèse d'une probabilité quasi nulle), en quoi la frontière ukrainienne serait-elle différente de celle des pays baltes, des États membres de l'OTAN situés à la frontière russe ? Pourquoi s'abstient-on de déployer des missiles à ogives nucléaires dans les pays baltes ?

La même remarque s'applique au marché ukrainien : pour quelle raison représenterait-il un intérêt vital pour l'économie russe ? Pourquoi a-t-il fallu pousser l'Ukraine à intégrer à tout prix l'union douanière avec la Russie, ce qui est précisément le point de départ de Maïdan et des événements qui ont suivi ? Maïdan a commencé à cause des initiatives agressives de la Russie, entreprises dès 2013, lorsqu'elle a voulu contraindre l'Ukraine à intégrer ce qui est devenu l'Union économique eurasiatique. Or, de nombreuses études économiques que nous discutons dans notre livre démontrent que, même si l'Ukraine avait effectivement intégré cette union douanière, cette décision n'aurait rien changé de fondamental pour l'économie russe. Cela n'a pas empêché la Russie d'en faire une question de principe, une priorité nationale, un sujet obsessionnel.

Pourquoi ?

ILYA MATVEEV — Une fois de plus, cette obsession s'explique par l'imaginaire nationaliste selon lequel, sans l'Ukraine, la Russie n'existe plus. Sans l'Ukraine, il n'y aurait plus qu'une structure informe, ultime symptôme d'une défaite historique absolue. D'autant plus que Vladimir Poutine est

convaincu qu'il existe une continuité historique de l'État russe, de cette grande Russie historique qui a toujours inclus l'Ukraine, qui a existé pendant mille ans et risque de prendre fin. C'est cette logique qui le conduit à considérer que, pour conserver le contrôle de l'Ukraine, il faut être prêt à sacrifier tout et n'importe quoi. Ici réside la source de son radicalisme, de son refus obstiné de toute négociation face à un conflit qui s'enlise depuis longtemps et qui ne profite à personne. Cet objectif revêt pour lui un caractère absolu. Sans l'Ukraine, c'est la fin de tout. Il ne s'agirait donc pas seulement d'une défaite personnelle, mais de la fin d'une civilisation russe millénaire.

Observe-t-on à l'heure actuelle des fissures dans le système russe ?

ILYA MATVEEV — La tendance la plus importante aujourd'hui se trouve du côté de la population russe. Celle-ci n'a jamais pleinement adopté la logique impérialiste et nationaliste défendue par Vladimir Poutine. Son article de 2021 sur l'unité des Russes et des Ukrainiens entrainait déjà en conflit avec ce que croit - et, plus fondamentalement, ce à quoi s'intéresse - l'écrasante majorité de la population russe. Dans l'ensemble, cette dernière assimile la Russie à la Fédération de Russie. L'idée d'une « Russie historique » et d'une Ukraine revêtant une importance existentielle est loin de dominer dans la population, tant avant la guerre qu'aujourd'hui.

La guerre elle-même a bénéficié d'un certain soutien, mais d'un soutien, en réalité, assez limité. Les sondages disponibles, réalisés selon diverses méthodologies, confirment que les Russes sont plutôt opposés à la guerre, favorables à des négociations, y compris avec des concessions mutuelles, et qu'ils ne souhaitent pas non plus y participer eux-mêmes - surtout ces derniers temps. Lorsqu'on les interroge sur leur propension à partir au front, de plus en plus de Russes sont prêts à répondre par la négative, alors que la norme sociale les poussait jusqu'alors à répondre : « Oui, si je suis appelé ». Aujourd'hui, même cette réponse-là a changé. En somme, la guerre n'a jamais été très populaire et le devient de moins en moins. La population est lasse des difficultés que la guerre lui inflige à l'échelle de la vie quotidienne ainsi que des drames qu'elle génère - la perte de proches, de parents, d'amis.

Si les élections à la Douma n'avaient aucune chance de déboucher sur quoi que ce soit d'intéressant, puisque ces élections parfaitement contrôlées sont devenues dénuées de sens, on observe tout de même une certaine forme de politisation. Dans cet environnement répressif, il n'existe aucune possibilité d'exprimer ouvertement son mécontentement, mais il n'existe pas non plus de véritable soutien au régime. Aussi la frustration manifeste de la société russe se cherche-t-elle des voies d'expression.

C'est la raison pour laquelle tout le monde s'est soudain accroché au parti Iabloko, une formation qui a toujours été faible et marginale. Un sondage a montré que près de 24 % de la population se déclarait prête à voter pour ce parti qui, depuis les années 1990, n'a jamais dépassé, ni même approché, la barre des 10 % lors d'élections nationales. Que Iabloko puisse recueillir 24 % des intentions de vote est tout simplement inconcevable. Si c'est pourtant le cas, c'est que Iabloko est devenu le symbole de la position anti-guerre. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que le parti ait été supprimé des bulletins de vote, exclu du scrutin, tant la moindre brèche dans l'appareil risquerait de déverser aussitôt l'ensemble du mécontentement accumulé.

Les réactions que l'on observe en Arménie, en Azerbaïdjan ou dans certains pays d'Asie centrale sont-elles le signe d'un affaiblissement de l'impérialisme russe ?

ILYA BOUDRAÏTSKIS — De toute évidence, nous assistons à un affaiblissement de l'hégémonie russe dans l'espace post-soviétique. Outre la puissance économique de la Russie et les liens économiques hérités, cette hégémonie reposait aussi sur un héritage culturel commun. Or, puisque la Russie a transformé la question culturelle en argument d'expansion militaire, dès lors qu'elle a fait de la langue russe, autrefois simple instrument de *soft power*, un argument militaire, en prétendant que l'armée russe serait légitime à intervenir partout où l'on parle russe pour « défendre » les droits des russophones, il est clair qu'il ne reste plus rien de cette hégémonie spécifique. Ainsi, des États comme le Kazakhstan, où subsiste une population russophone relativement importante et à proximité des frontières russes, commencent à s'inquiéter sérieusement pour leur intégrité territoriale. Ils cherchent donc à obtenir des garanties supplémentaires de sécurité en nouant des relations avec d'autres centres de puissance.

Un phénomène analogue se produit dans le Caucase du Sud, où la question de l'influence économique russe se transforme en facteur de pression directe. On assiste ainsi à une dislocation définitive de l'espace post-soviétique en tant qu'espace d'hégémonie non militaire de la Russie, héritée de l'Union soviétique.

Dans un contexte d'élections importantes en Europe, notamment en France, dans quels termes serait-il pertinent de placer la question de l'impérialisme russe au centre des débats ?

ILYA MATVEEV — Il y a deux options à considérer. Première option : la Russie représente une menace ; il faut donc s'en protéger d'une manière ou d'une autre. Politiquement, cela place la gauche face à des dilemmes difficiles. En

effet, qu'est-ce que cela signifie dans les faits ? Faut-il soutenir le secteur militaire, favoriser la militarisation ? Le cas échéant, sous quelle forme, dès lors que l'on parle bien d'industries d'armement et que la gauche a toujours été favorable à la démilitarisation ? C'est une question difficile à tous les niveaux. Deuxième option : il n'existe aucune menace russe ; ce n'est là qu'un épouvantail agité par la classe dirigeante afin de justifier la suppression des acquis sociaux des travailleurs français ou européens.

À notre sens, l'option juste est malheureusement la première. Pour l'Europe, la menace russe est bien réelle. Peut-être pas directement pour la France, mais pour l'Europe dans son ensemble, que Poutine considère comme son ennemi. Son objectif consiste à fracturer l'unité européenne afin de contraindre chaque pays, pris isolément, à consentir toutes les concessions possibles dans ses négociations avec la Russie, y compris sur le plan militaire. Cela pourrait aboutir, par exemple, à faire sortir de l'OTAN tous les pays qui l'ont rejoint depuis les années 1990, ou encore à une réduction générale des armées européennes, voire à une présence militaire russe dans certains pays d'Europe de l'Est. En somme, une remise en cause radicale de l'ensemble de l'ordre mondial.

Peut-on simplement balayer cela d'un revers de main ? Nous pensons que non et tout notre livre soutient qu'il est impossible d'ignorer la menace russe, tout comme il est impossible d'éviter le débat sur la militarisation. S'y opposer aveuglément revient à répéter une erreur déjà commise une première fois, avant le 24 février, lorsqu'on répétait que l'invasion de l'Ukraine était tout bonnement impossible. Forts de cette expérience passée, nous avons toutes les raisons de prendre au sérieux la menace russe et d'éviter de repousser toute proposition de renforcement de la défense européenne comme une absurdité imposée par les partis dominants.

L'Europe va être amenée à s'inventer une nouvelle place dans le monde. À l'heure actuelle, elle dépend encore trop des États-Unis, acteur impérialiste s'il en est, comme nous l'avons encore vu récemment en Iran. L'Europe se retrouve perpétuellement entraînée dans les aventures des États-Unis, sur lesquels elle persiste à faire reposer sa propre sécurité. Elle doit renforcer sa propre sécurité pour s'émanciper de cette dépendance.

Plus largement, il me semble que l'Europe n'est un acteur impérialiste que dans la mesure où elle demeure subordonnée aux États-Unis. Si certains éléments impérialistes issus d'une histoire longue sont loin d'avoir disparu, à commencer par ceux de la France en Afrique, il me semble que l'impérialisme européen existe avant tout dans le cadre d'un impérialisme transatlantique. Une Europe véritablement indépendante pourrait tout à fait devenir autre chose, s'arracher au fait impérial lui-même.

ILYA BOUDRAÏTSKIS — En même temps, notre livre cherche à rompre avec les tendances à l'exotisation de la Russie qui dominant le plus souvent le débat

public, autrement dit avec l'idée que la Russie porterait en elle une histoire millénaire de « despotisme oriental », qui s'exprimerait aujourd'hui dans les actes de Vladimir Poutine. Comme il faut rompre avec l'idée que la Russie aurait été particulièrement lésée après l'effondrement de l'Union soviétique et chercherait simplement à récupérer son dû. En réalité, nous montrons que ce processus d'idéologisation n'a rien d'unique. Il tient certes, d'un côté, à la conjonction de circonstances historiques spécifiques au cas russe et à l'évolution propre du régime poutinien, mais il constitue également le reflet de tendances globales plus larges.

Une Europe véritablement indépendante pourrait tout à fait devenir autre chose, s'arracher au fait impérial lui-même.

ILYA MATVEEV

De même, la description de l'idéologie poutinienne et du lien entre ses deux niveaux (l'articulation d'un cynisme extrême avec des idées messianiques et autres « valeurs traditionnelles ») n'a rien d'unique non plus. On pourrait y rattacher bien des processus observables en Europe.

À ce titre, la montée du Rassemblement national, de l'AfD en Allemagne et d'autres partis d'extrême droite européens s'explique moins par une tentative du Kremlin de les instrumentaliser pour faire éclater l'Union européenne que par le poids de représentations idéologiques communes qui les rapprochent objectivement de la Russie poutinienne. L'adversaire de Poutine n'est donc pas simplement l'Union en tant que projet militaire, économique ou politique, mais aussi en tant qu'elle est idéologiquement porteuse de valeurs supposément « étrangères », des valeurs qui, du point de vue de Vladimir Poutine, seraient « hypocrites », car elles masqueraient une réalité authentique faite de lois naturelles ou historiques, selon lesquelles chaque pays véritablement souverain, chaque véritable « prédateur », serait en droit d'obtenir son dû et d'atteindre ses fins propres.

Au fond, l'objectif de Vladimir Poutine, tel qu'il l'envisage, consiste à restituer à chaque grande nation européenne sa souveraineté authentique. Des pays tels que l'Allemagne ou la France seraient ainsi appelés à redevenir réellement souverains. À l'inverse, ceux qui ne peuvent se targuer d'une souveraineté véritable, comme la plupart des pays d'Europe de l'Est, devraient redevenir ce qu'ils ont toujours été et sont au fond d'eux-mêmes, à savoir des colonies de telle ou telle grande nation. Cette logique représente bel et bien le cœur de la politique étrangère russe et elle s'inscrit

aujourd'hui dans la dynamique plus large du tournant vers la droite et l'extrême droite qui s'opère en Europe et dans le reste du monde.

SOURCES

- ① Ilya Budraitskis, Ilya Matveev, *Russia's New Imperialism Capital and Ideology*, Stanford University Press, septembre 2026. ↑
- ② Karen Dawisha, *Putin's Kleptocracy : Who Owns Russia ?*, New York, Simon & Schuster, 2014. ↑
- ③ Andrei Tsygankov, « Vladimir Putin's last stand : the sources of Russia's Ukraine policy », *Post-Soviet Affairs*, vol. 31, n°4, 2015, p. 279-303. ↑